

L'AGENCE DE COOPERATION
CULTURELLE ET TECHNIQUE
ACCT
PRINCIPAL OPERATEUR DES
SOMMETS DE LA FRANCOPHONIE
UNE INSTITUTION DYNAMIQUE
ET EFFICACE
SECRETAIRE GENERAL :JEAN-LOUIS ROY
13, QUAI ANDRE CITROEN - 75015 PARIS - TEL (33-I) 44-37-33-00
TELEX 201916 - TELECOPIE (33-1) 45-79-14-98
TELETEX (33-1) 45-75-22-02
L 'Observatoire
Panafricain
de la De'mocratie
Ses objectifs, son organisation et son plan d'action
17, AVENUE DU 24 JANVIER
IMMEUBI.E LE PETIT PRlNCli
B. P. 7827 'I'ELEX 5300
TEL (228) 21-76-85
FAX (228) 21-68-84
LOME - TOGO

"a

MEMBRES DU CONSEIL EXECUTIF DE L'OBSERVATOIRE
PANAFRICAIN DE LA DEMOCRATIE

DJOVI GALLY
(Pn3sident)

GRACE. D'ALMEIDA-ADAMON
(VlCC'PKESid6nlC)

KHEMAIS CHAMMARI
(Vicc-Pre'sidenl)

IJALILLOU DIALLO
(VAcc-Pr6sidcnl)

NICOLAS 'l'illANGAYli
(Vicc-Pr6sidcnl)

VIRGLVIE MADOE AHODIKPIE

ATA MESSAN AJAVON

CHRISTINE DFSOL'CEIhS

AMADA DIENG

ROBERT DOSSOU

lalHiM KODJO

MAMIS BASSINIE NIANU

Avocal, Prtisidcnl dc l'AssociaLion pour la Promo-
Lion dc l'Elal dc Droil (APED), TOGO

Avocal, Pnisidcnlc dc l'Associalion dcs
Femmes Jurislcs, liliMN

Vicc-Pnisidcm dc la liddcrulion Inlcmulionalc
dcs Druils dc l'Hommc, 'l'UNISlli

Unwricn, R&scau Cullurcl Africam,
SENEGAL

Avocal, PnEsidcnl dc lu Liguc Ccnlrafricainc
dcs Droils dc l'Hommc, CIZN'I'RAPRJQUE

Magistral, Trdsoribrc (36ncralc dc l'APli), TOGO

l'mfcsscur de Droit, Scchmirc Gc'nEral dc
l'APIiD, TOGO

Mailn: dc ConfErcncc, Ccnlrc d'liludcs
Juridiqucs cl Polxuqucs du Mondc Africain,
Universiui de Paris 1, FRANCE

Secr6laire G&ncral do In Commission
lmcmulinnalc dc Jurislcs, SENEGAL

Avocux, D&puld il l'Asscmhl'cc Xalionalc,
PrCsndcnl dc Id Commission dcs 1.015. Blile

Anucn SccrEmirc (16:1(3ml dc l'OlJA, TOGO

Avocul, waPrdsidL-mc dc 1.1 lmimmlion
lnlcnmlmnc dc Drum du l'Hunnnc,
SENEGAL

v, :wmqq,wy_sir
'""7W;hm'1' . _-

L'OBSERVATOIRE PAN AFRICAIN DE LA
DEMOCRATIE (OPAD)

es; une .organisation non-gouvernmentale cr66e par la
Declaratlon de Lomia sur la DeEmocratie Pluraliste en
Afnque du 20 Avril 1991.

La D&laration de Lome' a 6t6 adopt6e il l'issue d'un Colloque
International sur le theme "Comment g&rcr la De'mocratie en
Afrique" organise? a LOME (TOGO) les 18, 19 et 20 Avril 1991
par l'Association pour la Promotion de l'Etat de Droit (APED).

LLOFAD cs; congu comme unc banq ac dc donn6cs, un carrefour
d ldees ct d'Interventions sur la pratiquc d6mocratiquc africaine.

Objectifs

L'objectif cssentiel dc l'Observatoire de Lom& est de pro-
mouvoir par tous lcs moyens appropri6s la D6mocratie plura-
lxste en Afrique. Il s'agit pour l'OPAD dc :

- 1 - R6fl6chir sur les voies et moyens pouvant permettre
la construction et la gestion d'une D6mocratie saine
et durable en Afrique. 1
- 2 - Permettre aux dc'cideurs ct acteurs politiques en
Afrique de disposer d'outils de travail cfficaces.
- 3 - Surveiller et contr6ler les processus ct exp6riences
d6mocratiques sur le continent africain.
- 4 - Promouvoir et consolider l'Etat de droit dans les
pays africains.
- 5 - Renforccr la solidaritei inter-afn'caine ct intematio-

nale en faveur dc la D&mocratie en Afrique.
t-v--xm.fM-'g-.Mr 117.11 ,va-Mymgnv-mwynq mu-NN, mu 1: mun 1m V
55:11: 553.15.. gwgwmwwmmaqmwmmmm 1.1,9 .- u
3' f a - '
, aw-wam

WM

Organisation

Conseil Exécutif - L'Observatoire est dirigé par un Conseil Exécutif composé de 17 membres au plus choisis par cooptation parmi les personnalités ayant une grande expérience en matière de Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique. Ils sont désignés pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable.

Le Conseil Exécutif élit : en son sein un Président et un ou plusieurs Vice-Présidents.

Le Conseil Exécutif se réunit en session plénière au moins une fois par an. Des personnes et organisations qui panagent les objectifs de l'OPAD peuvent être invitées à assister aux travaux.

Secrétariat Permanent - L'Observatoire est doté d'un secrétariat permanent dirigé par un Secrétaire Administratif engagé par le Président après avis du Conseil Exécutif.

Le Secrétaire Administratif veille à la bonne marche du secrétariat permanent. Il est assisté d'une équipe de charges de programmes, d'un comptable-gestionnaire et du personnel administratif.

Les fonctions de Secrétaire Administratif de l'OPAD sont actuellement exercées par la titulaire provisoire et titulaire par Madame Virginie Mado AHODIKPE, Magistrat, Membre du Conseil Exécutif. . .

Plan d'action (1991 - 2001)

Pour atteindre les objectifs de l'OPAD, un plan d'action sur dix années (1991 - 2001) a été adopté. Pour des raisons d'efficacité, l'Observatoire se consacrera essentiellement aux pays francophones les trois premières années. À partir de la quatrième année une ouverture se fera en direction des autres pays de manière à répondre à la vocation panafricaine de l'Observatoire.

Le plan d'action repose sur neuf points :

1 - Assurer une très large diffusion de la Déclaration de Lomé sur la Démocratie Pluraliste en Afrique

et toutes les personnes et organisations susceptibles de contribuer à la promotion de l'Etat de droit, de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique.

2 - Evaluer le capital de cette diffusion : impact, réaction des destinataires, amélioration et enrichissement de la réflexion et des pistes de travail et de recherche.

3 - Susciter des accords de coopération avec des Institutions poursuivant des buts similaires, et demander auprès d'elles le statut d'observateur pour l'OPAD, notamment auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

4 - Effectuer des missions techniques auprès des Etats africains : évaluation du processus démocratique, assistance pour l'élaboration des textes constitutionnels et électoraux, conseil en gestion de la Démocratie.

5 - Envoyer des Observateurs pour la surveillance et le suivi des élections dans les pays africains.

6 - Organiser au niveau sous-régional, régional ou continental des ateliers de formation pour asseoir les idées et les ambitions de l'OPAD.

7 - Publier un Rapport annuel.

8 - Constituer un Réseau des Démocrates Africains devant regrouper toutes les personnes qui oeuvrent pour la Démocratie pluraliste en Afrique, afin de renforcer la solidarité militante en faveur de l'Etat de droit et des Droits de l'Homme.

9 - Réaliser une Encyclopédie de la Démocratie en Afrique : des origines à nos jours.

Financement

L'Observatoire Panafricain de la Démocratie, comme organisation privée, dépend pour réaliser ses objectifs des contributions, souscriptions, dons et legs de ses membres, des sociétés professionnelles et savantes, des Institutions publiques ou privées, des fondations et des individus.

Il peut aussi recevoir des subventions des Etats.

Cependant ces contributions financières ne doivent pas porter atteinte à l'indépendance de l'OPAD, qui a besoin de sa totale liberté pour mener à bien son action.

Conclusion

Par la qualité des membres qui le composent et le dynamisme de son secrétariat permanent, l'Observatoire Panafricain de la Démocratie entend exprimer son attachement au continent africain et aux yeux du monde, la foi de l'Afrique dans la Démocratie pluraliste et l'Etat de droit fondés sur la Liberté, prérogative essentielle de la Personne humaine.

1.

DECLARATION DE LOME

SUR LA DEMOCRATIE PLURALISTE EN AFRIQUE

En Octobre 1988, le peuple d'Alger s'insurgeait au prix de sacrifices contre le monolithisme politique et s'engageait dans la Démocratie pluraliste.

Ces augments d'Alger, devaient faire mfwchir les r&agimes politiques Africains encore rivés au systbme de parti unique at 9pargner aux peuples Africains les vies humaines inutilement sacrifiées.

Les participants au Colloque International organis9 par l'Association pour la Promotion de l'Etat de Droit (APED) à LOME les 18, 19 et 20 Avril 1991 sur la thbme "Comment gmer la D6mocratie en Afrique" saluent la m9moire de tous ceux qui sont morts pour la Libérw et la D9mocratie en Airique.

Le colloque s'incline paniculièrement devant les martyrs de 89 (Lomt-i-Togo).

Le colloque saisit l'occasion : pour souligner l'irwsistibiliw et l'irwver-sibilill15 du vent de la D9mocratie qui souffle sur l'Afrique et l'impossibilim de ralentir ou d'arr6ter ce courant de l'histoire.

Le colloque tout en notant que la participation consciente et efficace du citoyen au d(veloppement et au progrid-s d'un pays passe ntfscessairement par le respect des Libérws et des Droits de l'Homme, l't'atablissement de la D9mocratiia pluraliste et d'un Etat de Droit, appelle l'attention sur les conditions auxquelles la D9mocratie peut se consolider.

La consolidation et la bonne gestion de la D9mocratie exige :

- Le rmablissement int6graldetoutes les libérms: libertt\$

d'Association, de Presse etc...

- Le multipartisme inmgal.

- L'alternance politique à travers des dections libres, transparentes et exemptes de tous frauds.

- Le fonctionnement normal des Institutions publiques notamment l'Administration g9n9rale et la Justice : l'un des criwres d't'avaluation de la D9mocratie et de l'Etat de Droit wside dans la possibilibim offerte au citoyen d'agir en justice contra l'Administration soit au contentieux administratif soit au p9nal au titre d'abus d'autorita

- Le retour d9 l'Armtiae à sa mission classique de D&ense de l'inwgriw du territoire national. sa reconversion à la D9mocratie et donc sa soumission au pouvoir politique civil rc'agulibremant (?tabli. .

- L'engagement des partis politiques et organisations non gouvernementales dans la formation du citoyen à la vie d9mocratique dans une vision nationale excluant tout ethnocentrisme et tout tribalisme at es an we d'atteindre pleinement la mentalim institutionnelle et la culture d9mocratique. .

La constitution par la d9veloppement sain d'une vie associath et le travail p(adagogique des masses-mt'adia et des partis politiques, d'une opinion publique nationale susceptible d'influer sur la politique des gouvernements.

5. Le colloque de Lom9 souligne la n9cessiw d'une solidariew inter-ahimine et internationale en faveur de la D9mocratie et de l'6tablissement d'un Etat de Droit en Afrique.

Descide à cene fin de cmer à Lom9 un Observafolro Panafrlcafn do to D9mocrafie, banque de donne'as. carrefour d'id9es et d'interventions sur la pratique d9mocratique africaine.

Demande la rinvision de la Chane Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples pour son adaptation aux exigences de l'heure et la cr9atlon d'une Cour Africaine des Droits de l'Homme.

Remercie et itslicite toutes les structures et forces qui de l'ext6rieur (19 l'Afrique nbntcesw d'apponer leurappui à l'e'nablissement de la Democratae en Afrique.

Fait à Lomt'a. le 20 Avril 1991.